

CUADERNILLOS JURÍDICOS

Texto: Comité Jurídico de la Cámara Franco-Española
Tfno. 91 307 21 00 - www.lachambre.es

Principales mesures des Lois de Finances pour 2015 intéressant les investisseurs étrangers

Par **Jessie Gaston**
Avocat à la Cour, Associé
Dentons Paris

Le cru 2015 des Lois de finances françaises se voulait très modeste de mesures favorables à l'investissement, au vu de l'absence de baisse du déficit structurel de la France au cours de l'année 2014 et du peu de marge de manœuvre dont elle disposait de ce fait.

A la sortie, le collectif budgétaire qui a été voté est malgré tout riche en dispositifs favorisant la sécurité juridique et l'investissement étranger en France.

Ces dispositions font notamment suite à un certain nombre de décisions de justice ayant sanctionné la réglementation fiscale française en 2014 (Cour de justice de l'Union européenne, Conseil d'Etat), ainsi qu'à une volonté politique désormais affirmée de relancer certains secteurs de l'économie comme l'immobilier.

Après 5 années d'une politique budgétaire jugée instable et incohérente, un certain nombre de dispositifs, très contestés au moment de leur vote, ont ainsi dû être amendés pour les rendre plus attractifs ou compatibles avec le droit communautaire.

Nous vous présentons ci-après les principales mesures :

1. L'intégration fiscale horizontale (article 63 LFR)

En application des principes de territorialité de l'Impôt sur les sociétés français (« IS ») et de l'intégration fiscale, l'intégration fiscale (CGI art. 223 A s.) était verticale et circonscrite aux sociétés mères et filiales établies en France.

Sauf exceptions rares, une société ne peut se constituer tête d'un groupe intégré que si son capital n'est pas détenu, directement ou indirectement, à 95 % au moins, par une autre personne morale soumise à l'IS.

Dès 2008, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) (arrêt « Société Papillon ») avait obligé les Etats membres à autoriser la prise en compte, dans le périmètre de l'intégration fiscale, des filiales détenues par une société mère via des sociétés intermédiaires établies dans l'UE ou l'EEE. La loi de finances rectificative pour 2009 a codifié cette possibilité.

Le 12 juin 2014, la CJUE a rendu une décision relative au régime d'intégration fiscale néerlandais, censurant une disposition qui interdisait de constituer un groupe fiscal composé uniquement de sociétés sœurs, détenues (directement ou indirectement) par une société mère établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

A la suite de cet arrêt (dans un contexte réglementaire néerlandais tout à fait similaire à celui de la France), l'administration fiscale française a décidé d'anticiper la sanction planant sur son propre régime, en permettant désormais la création d'une intégration fiscale dite « horizontale », c'est-à-dire entre sociétés sœurs françaises, filiales d'une société établie dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein ou en Norvège.

Cette mesure s'applique aux exercices clos à compter du 31 décembre 2014.

L'entité mère non résidente (EMNR) ne sera pas l'entité qui centralise la collecte et le paiement de l'impôt du groupe : ce sera l'une de ses filiales détenue à 95 % au moins, qui sera seule redevable de l'IS français (le choix de la filiale est libre). La consolidation des impôts du groupe ne concerne que l'impôt des sociétés implantées en France.

sinergias

Principales medidas adoptadas por la Ley Presupuestaria para 2015 pudiendo interesar a los inversores extranjeros.

Por **Jessie Gaston**
Abogado, socio
Dentons Paris

La esencia de las Leyes presupuestarias francesas para 2015 parecía que iba a ser modesta en medidas favorables a la inversión, teniendo en cuenta la ausencia de mejora en el déficit estructural de Francia a lo largo del año 2014 y del poco margen de maniobra del que disponía por este hecho.

Al final, el conjunto presupuestario votado es, pese a todo, rico en dispositivos que favorecen la seguridad jurídica y la inversión extranjera en Francia.

Estas disposiciones han sido adoptadas tras un cierto número de decisiones judiciales que habían sancionado la reglamentación tributaria francesa en el 2014 (Tribunal de Justicia de la Unión Europea, Consejo de Estado) y por la voluntad política de relanzar ciertos sectores de la economía como el sector inmobiliario. Después de 5 años con una política presupuestaria juzgada inestable e incoherente, ciertos dispositivos, muy criticados en el momento de ser votados, han tenido que ser enmendados para hacerlos más atractivos o compatibles con el derecho comunitario.

Les presentamos a continuación las principales medidas adoptadas:

1. La integración fiscal horizontal (artículo 63 LFR)

Teniendo en cuenta los principios de territorialidad del impuesto sobre sociedades francés ("IS") y del régimen de consolidación fiscal. La integración fiscal (CGI art. 223 A s.) era vertical y circunscrita a las sociedades matrices y a las filiales establecidas en Francia.

Salvo alguna rara excepción, una sociedad solo se puede constituir como cabeza de un grupo consolidado si su capital está detenido, directamente o indirectamente, como mínimo a 95% por una persona moral sujeta al IS.

Desde el año 2008, el Tribunal de Justicia de la Unión Europea (TJUE) (sentencia "Société Papillon") había obligado a los Estados Miembros a tener en cuenta, dentro del perímetro de consolidación fiscal, de las filiales detenidas por la matriz vía sociedades intermediarias establecidas en la UE o en el EEE. La ley de finanzas rectificativa par 2009 codificó esta posibilidad.

El 12 de junio de 2014, el TJUE emitió una decisión relativa al régimen de consolidación fiscal holandés, censurando una disposición que prohibía constituir un grupo fiscal compuesto únicamente de sociedades hermanas, detenidas (directamente o indirectamente) por una matriz establecida en otro Estado miembro de la Unión Europea.

Tras esta sentencia (en un contexto reglamentario holandés similar al de Francia), la administración tributaria francesa decidió anticiparse a la sanción que planeaba sobre su propio régimen, permitiendo la creación de una consolidación fiscal "horizontal", es decir entre sociedades hermanas francesas, filiales a su vez de una sociedad establecida en otro Estado miembro de la Unión Europea, Islandia, Liechtenstein o Noruega.

Esta medida se aplica a los ejercicios cerrados a partir del 31 de diciembre de 2014.

Le capital de l'EMNR ne doit pas être détenu directement ou indirectement à 95 % au moins par une autre société IS en France.

Exceptions :

- si la détention indirecte à +95% se fait par l'intermédiaire d'une détention directe < 95% par une autre société
- si la détention indirecte à +95% se fait par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'IS ou à un impôt étranger équivalent.

Si une filiale remplit à la fois les conditions pour se constituer société mère d'un groupe classique ou d'un « groupe horizontal », elle peut exercer l'une ou l'autre de ces options, y compris lorsqu'elle est dépourvue de sociétés sœurs. Un nouveau groupe horizontal peut être constitué sans interruption de l'application du régime au groupe classique précédent.

Des retraitements seront nécessaires pour la détermination du résultat d'ensemble, de manière similaire à ceux qui doivent être effectués pour les opérations réalisées avec les sociétés intermédiaires des groupes « Papillon ».

Exemples :

Dans ce premier, le groupe aura le choix entre un groupe « classique » et un groupe « horizontal », ce qui peut lui permettre de neutraliser certaines opérations faites avec la société mère européenne (les transactions intra-groupe, intérêts de sous-capitalisation, etc.). (Ver gráfico 1)

Dans ce deuxième exemple, nous voyons que le groupe peut être composé de sœurs et de cousines, qui auparavant ne pouvaient pas consolider leur charge d'impôts français entre elles : (Ver gráfico 2)

2. Rachat de titres (article 88 LFR 2014)

Jusqu'à récemment, la fiscalité applicable aux gains perçus par un actionnaire résultant du « rachat par une société de ses propres titres en vue d'une réduction de capital non-motivée par des pertes » générerait 3 types de gains :

- Un revenu non fiscalisé correspondant au remboursement des apports
- une plus ou moins-value, le cas échéant pour la différence entre la valeur de l'apport et le prix d'acquisition historique des titres :
- et (en général, principalement) un revenu distribué (dividende) pour la différence entre le prix de rachat des titres par la société émettrice et leur prix ou valeur d'acquisition.

Ce régime général trouvait lieu de s'appliquer sauf dans certains cas prévus par le Code de commerce (rachats en vue de l'attribution aux salariés, rachats suivant un refus d'agrément, etc.). Dans ces cas précis, l'intégralité du gain perçu par l'actionnaire cédant était imposable comme une plus ou moins-value.

Selon la nature de l'actionnaire cédant (personne physique ou morale) et de la durée de détention des titres (court terme ou long terme), l'imposition des plus-values est généralement plus favorable que celle des dividendes.

A la suite de sa décision du 20 juin 2014 (décision 2014-404 QPC), le Conseil Constitutionnel a jugé, sur le fondement du « Principe d'égalité devant la loi », que le régime fiscal « hybride » ci-avant décrit était discriminatoire. Ce régime fis-

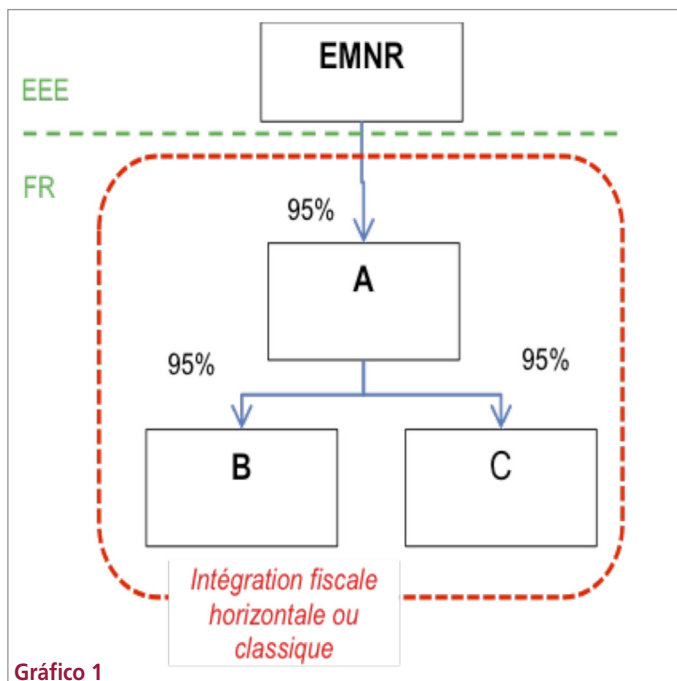


Gráfico 1

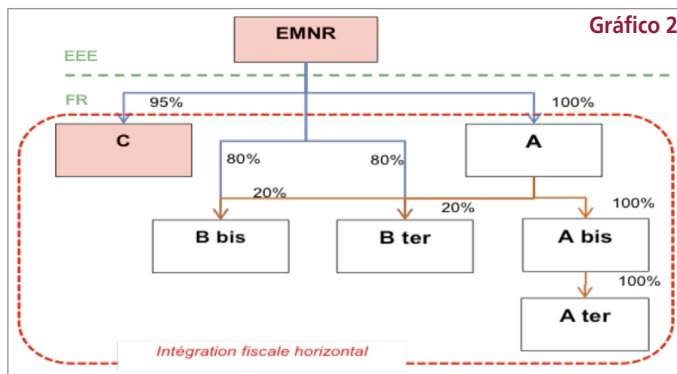


Gráfico 2

La entidad madre no residente (EMNR) no será la entidad que centralice la colecta y el pago del impuesto del grupo: lo será una de sus filiales detenida como mínimo al 95%, que será la única obligada al pago del IS francés (la elección de la filial es libre). La consolidación de los impuestos del grupo concierne únicamente al impuesto de las sociedades implantadas en Francia.

El capital de la EMNR no puede estar detenido directamente o indirectamente al 95% como mínimo por otra sociedad IS en Francia.

Excepciones:

- si la detención indirecta a +95% se hace con la intermediación de una detención directa < 95% por otra sociedad
- si la detención indirecta a +95% se hace con la intermediación de una sociedad no sujeta al IS o a un impuesto extranjero equivalente.

Si una filial cumple a la vez las condiciones para constituirse como matriz de un grupo clásico o de un "grupo horizontal", podrá ejercer una u otra de las opciones, incluso cuando no tenga sociedades hermanas.

Un nuevo grupo horizontal puede ser constituido sin la interrupción de la aplicación del régimen al grupo clásico precedente.

Habrà que efectuar las correcciones necesarias para determinar el resultado de conjunto, de manera similar a las que se

tiene que efectuar para las operaciones realizadas con las sociedades intermediarias de los grupos "Papillon".

Ejemplo:

En este primer ejemplo, el grupo tendrá que elegir entre un grupo "clásico" o un grupo "horizontal", lo que le permitirá neutralizar ciertas operaciones hechas con la matriz europea (las transacciones intragrupo, los intereses por subcapitalización). (Ver gráfico 1)

En este segundo ejemplo, vemos que el grupo puede estar compuesto de hermanas y primas, que antes no podían consolidar su carga de impuestos franceses entre ellas: (Ver gráfico 2)

2. Compra de títulos (artículo 88 LFR 2014)

Hasta hace poco, la fiscalidad aplicable a las ganancias percibidas por un accionista resultantes de "la compra por una sociedad de sus propios títulos para efectuar una reducción de capital no motivada por pérdidas" generaba 3 tipos de ganancias:

- Una renta que no tributa correspondiente al reembolso de las aportaciones,
- una plus o minusvalía, por la diferencia entre el valor de la aportación y el precio de adquisición histórico de los títulos,
- y (en general, principalmente), una renta distribuida (dividendo) por la diferencia entre el precio de compra de los títulos por la sociedad emisora y el precio o valor de adquisición.

Este régimen se aplicaba de manera general salvo en algunos casos previstos por el Código de Comercio (compra para una atribución a los empleados, compra como consecuencia de un rechazo de acuerdo, etc.). En estos casos, la integrali-



cal a ainsi été considéré comme anticonstitutionnel et devait être abrogé à compter du 1er janvier 2015 et remplacé par un régime unique de taxation sous la catégorie des « plus-values » à défaut de nouvelles mesures législatives correctives avant cette date.

Le législateur a ainsi voté, pour les rachats à compter du 1er janvier 2015, la généralisation de la taxation selon le régime des plus-values, que l'actionnaire cédant soit une personne physique ou morale, française ou étrangère et quel que soit le but du rachat de titres. Cette nouvelle règle se révèle le plus souvent favorable aux actionnaires non-résidents.

Ainsi, par exemple, imaginons le cas d'un rachat de titres en vue d'une annulation non motivée par des pertes portant sur 2000 actions d'une société française, auprès de son actionnaire américain (personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés espagnol).

L'actionnaire américain a souscrit au capital de sa filiale lors de la constitution de la société (en 1980) et détient 50% des titres de la société française.

Prix d'acquisition des actions en 1980: 2€ (valeur nominale)

Prix de rachat des actions en 2015 : 100 €/ action

Avant QPC / LFR 2014 :

Revenu brut perçu par la société espagnole :

$$100 \times 2000 = 200\,000 \text{ €}$$

Remboursement d'apports exonéré :

$$2 \text{ €} \times 2000 = 4000 \text{ €}$$

Revenu imposé comme dividende :

$$(100 \text{ €} - 2 \text{ €}) \times 2000 \text{ actions} = 196\,000 \text{ €}$$

Retenue à la source sur dividendes (convention Franco-américaine) :

$$5\% \times 196\,000 \text{ €} = 9800 \text{ €}$$

Taxe spéciale sur les distributions de dividendes en France :

$$3\% \times 196\,000 \text{ €} = 5\,880 \text{ €}$$

Coût fiscal total de l'opération : 15 680 €

Ces dividendes faisaient l'objet d'une RAS lorsqu'ils étaient payés à un non-résident

Après QPC / LFR 2014 :

Revenu brut perçu par la société espagnole :

$$100 \times 2000 = 200\,000 \text{ €}$$

Remboursement d'apports exonéré :

$$2 \text{ €} \times 2000 = 4000 \text{ €}$$

Revenu imposé comme plus-value (imposable aux Etats Unis) :

$$(100 \text{ €} - 2 \text{ €}) \times 2000 \text{ actions} = 196\,000 \text{ €}$$

Retenue à la source sur dividendes (convention Franco-américaine) : 0%

Taxe spéciale sur les distributions de dividendes en France : 0 €

Coût fiscal total de l'opération : 0 €

3. Plus-values immobilières des non-résidents (article 60 LFR 2014)

Jusqu'à présent, en application de l'article 244 bis A du CGI, les plus-values sur biens immeubles situés en France réalisées à titre occasionnel par des personnes physiques, directement ou indirectement, étaient imposables selon un taux d'imposition qui varie selon leur lieu de résidence :

d) en principe à 33,1/3 %

e) ce taux est réduit à 19 % pour les résidents de l'Espace économique européen (l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein)

f) ce taux est porté à 75 % lorsque le cédant est domicilié dans un Etat ou territoire non coopératif (ETNC)

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2012, le législateur a assujéti les personnes physiques fiscalement domiciliées hors de France aux prélèvements sociaux (au taux global de 15,5 %) sur leurs revenus immobiliers (revenus fonciers et plus-values immobilières) de source française.

Le Conseil d'Etat a récemment jugé (CE 20-10-2014 n° 367234) que le taux d'imposition différencié d'une plus-value de cession d'un immeuble situé en France par une SCI, selon que les associés personnes physiques résident ou non dans

dad de la ganancia percibida por el accionista que cedía los títulos tributaba como una plusvalía o como una minusvalía.

Según la naturaleza del accionista que cede sus títulos (persona física o moral) y de la duración de la detención de los títulos (corto plazo o largo plazo), el régimen de tributación de las plusvalías es generalmente más favorable que la de los dividendos

Tras su decisión del 20 de junio de 2014 (decisión 2014-404 QPC), el Consejo Constitucional a juzgado, siguiendo el fundamento del "Principio de igualdad ante la ley", que el régimen fiscal "hibrido" antes descrito era discriminatorio. Este régimen fiscal ha sido, por lo tanto, considerado como anticonstitucional y debía ser revocado a partir del 1 de enero de 2015 y reemplazado por un régimen único de imposición en la categoría de las "plusvalías" mientras no hubiesen medidas legislativas correctivas antes de esa fecha.

El legislador ha votado por lo tanto, en lo que concierne a las compras a partir del 1 de enero de 2015, la generalización de la imposición siguiendo el régimen de las plusvalías, independientemente de que el accionista que vende sea una persona física o moral, francesa o extranjera y sea cual sea el objetivo de la compra de los títulos. Esta nueva regla se revela casi siempre favorable para los accionistas no residentes.

Así, por ejemplo, imaginemos el caso de una compra de títulos en vista de una anulación no motivada por las pérdidas de 2000 acciones de una sociedad francesa a si accionista americano (persona moral sujeta al impuesto sobre las sociedades español).

El accionista americano se suscribió al capital de su filial en el momento de la constitución de la sociedad (en 1980) y detiene el 50% de los títulos de la sociedad francesa.

Precio de adquisición de las acciones en 1980: 2€ (valor nominal)

Precio de la compra de las acciones en el 2015: 100 €/ acción

Antes de QPC / LFR 2014:

Renta bruta percibida por la sociedad española:

$$100 \times 2000 = 200\,000 \text{ €}$$

Reembolso de la aportación exenta:

$$2 \text{ €} \times 2000 = 4000 \text{ €}$$

Renta que tributa como dividendo:

$$(100 \text{ €} - 2 \text{ €}) \times 2000 \text{ acciones} = 196\,000 \text{ €}$$

Retención sobre los dividendos (convenio Franco-Americano):

$$5\% \times 196\,000 \text{ €} = 9800 \text{ €}$$

Impuesto especial sobre la distribución de dividendos en Francia:

$$3\% \times 196\,000 \text{ €} = 5\,880 \text{ €}$$

Coste fiscal total de la operación : 15 680 €

Después de QPC / LFR 2014:

Renta bruta percibida por la sociedad española:

$$100 \times 2000 = 200\,000 \text{ €}$$

Reembolso de la aportación exenta:

$$2 \text{ €} \times 2000 = 4000 \text{ €}$$

Renta que tributa como plusvalía (tributa en los Estado Unidos):

$$(100 \text{ €} - 2 \text{ €}) \times 2000 \text{ acciones} = 196\,000 \text{ €}$$

Retención sobre los dividendos (Convenio Franco-Americano): 0%

Impuesto especial sobre la distribución de dividendos en Francia: 0 €

Coste fiscal total de la operación : 0 €

3. Plusvalías inmobiliarias de los no-residentes (artículo 60 LFR 2014)

Hasta ahora, según el artículo 244 bis A del CGI, las plusvalías sobre bienes inmuebles situados en Francia realizadas a título ocasional por personas físicas directamente o indirectamente, tributaban según un tipo impositivo que variaba según el lugar de residencia:

d) En principio al 33,1/3 %

e) Este tipo se reducía al 9 % para los residentes en el Espacio Económico Europeo (la Unión Europea, Islandia, Noruega y Liechtenstein)

l'EEE, constitue une restriction illicite au principe européen de « Libre circulation de capitaux ».

Tirant toutes les conséquences de cette jurisprudence, pour les cessions intervenant à compter du 1er janvier 2015, le législateur a voté la taxation de ces plus-values à un taux unique de 19% pour les personnes physiques, les associés personnes physiques de sociétés, groupements ou organismes relevant du régime des sociétés de personnes et les porteurs personnes physiques de parts de « Fonds de placement immobilier ».

Pour les résidents des ETNC, le taux du prélèvement devait rester fixé à 75 %. Toutefois, le Conseil constitutionnel a censuré cette disposition car elle aurait fait peser sur les contribuables une charge excessive au regard de leur capacité contributive (de 90,5 % en rajoutant les prélèvements sociaux au taux de 75%) (Décision 2014-708 DC du 29-12-2014).

Le taux général de 19% devrait donc s'appliquer aussi aux résidents d'ETNC jusqu'à ce que le législateur corrige le dispositif, ce qui peut intervenir ces tous prochains mois.

Enfin, concernant les prélèvements de 15,5%, cette imposition tant décriée par les praticiens et les investisseurs fait actuellement l'objet d'un examen au niveau communautaire. Ainsi, il est à espérer que les prélèvements de 15,5% devraient cesser d'être applicables aux non-résidents aux termes d'une décision de la CJUE attendue prochainement, faisant suite à une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat et à une procédure d'infraction intentée contre la France par la Commission Européenne.

Voici un exemple de l'imposition ainsi attendue :

Soit une cession de titres de SCI dont le bien unique est un appartement à Paris, dont l'associé cédant est une personne physique résidente du Qatar :

- Prix de cession des parts sociales : 2 000 000€
- Prix d'acquisition des parts : 1 000 000 €
- Plus-value imposable : 2 000 000 – 1 000 000 = 1 000 000 €

Imposition avant LFR 2014 :

1 000 000 x (33,33% + 15,5% de prélèvements sociaux)
= 488 333 €, soit un **gain net de 511 667 €**

Imposition après LFR 2014 et décision CJUE attendue prochainement :

1 000 000 x 19% = 190 000 €, **soit un gain net de 810 000 €**

Un certain nombre de décisions fiscales doivent être prises par les entreprises et les particuliers dans les tous prochains mois afin de pouvoir bénéficier de ces dispositions dès l'année 2014.

Des réclamations peuvent aussi être introduites dans un certain nombre de cas, à l'aune de ces mesures et des décisions de justice les ayant motivées, dans le but de récupérer des impôts qui auraient été collectés en violation de ces règles par la France.

Jessie Gaston

"La Chambre Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie - "La Chambre" - et les auteurs des "Cahiers Juridiques" publiés avec ce bulletin, ont cherché à ce que toutes les informations qui y figurent soient conformes aux dispositions juridiques existant à la date de clôture de ce bulletin. Ils ne peuvent pas garantir que ça sera le cas ou que les opinions ou les interprétations qui sont reprises dans les "Cahiers Juridiques" soient nécessairement appropriés ou susceptibles d'être évaluées d'une manière différente ou interprétées autrement par des tiers ou par les parties concernées par cette analyse et/ou interprétation.

Les "Cahiers Juridiques" sont diffusés à titre informatif exclusivement. Ainsi, ni "La Chambre" ni les auteurs des "Cahiers Juridiques" assument aucune responsabilité quant aux contenus, aux opinions et interprétations figurant dans ceux-ci. Ils ne se responsabilisent pas pour les dommages et intérêts qu'ils pourraient causer à ceux qui font usage de cette information et/ou cessent (s'abstiennent) d'agir ou agissent suite à une information contenue dans cette publication. "La Chambre" rappelle à ses lecteurs l'intérêt de se faire assister par un conseil légal de qualité et indépendant toujours adapté à leurs besoins."

f) Este tipo llegaba al 75 % cuando el cedente estaba domiciliado en un Estado o territorio no cooperativo (ETNC)

Por otro lado, desde el 1 de enero de 2012, el legislador ha sometido a las personas físicas fiscalmente domiciliadas fuera de Francia a las cotizaciones sociales (al tipo global del 15,5%) sobre las rentas inmobiliarias (rentas inmobiliarias y plusvalías inmobiliarias) de origen francés.

El Consejo de Estado ha juzgado recientemente (CE 20-10-2014 n° 367234) que el tipo de imposición diferenciado sobre la plusvalía en la cesión de un inmueble situado en Francia por una SCI, según que los socios personas físicas residan o no el EEE, constituye una restricción ilícita al principio europeo de "Libre circulación de capitales".

Como consecuencia de esta jurisprudencia, para las cesiones que tengan lugar a partir del 1 de enero de 2015, el legislador ha votado la tributación de las plusvalías a un tipo único del 19% para las personas físicas, los socios personas físicas de sociedades, agrupamiento u organismos sujetos al régimen de sociedades de personas y los detentores personas físicas de participaciones en "Fondos inmobiliarios".

Para los residentes de ETNC, el tipo de retención deberá de seguir fijado al 75%. Sin embargo, el Consejo Constitucional ha censurado esta disposición porque haría pesar sobre los contribuyentes una carga excesiva de cara a su capacidad contributiva (de 90,5 % añadiendo las cotizaciones sociales al tipo del 75%) (Decisión 2014-708 DC del 29-12-2014).

El tipo general del 19% debería aplicarse también a los residentes de los ETNC hasta el momento en el que el legislador corrija el dispositivo, lo que podría suceder en los próximos meses.

Para terminar, en lo que concierne las cotizaciones del 15,5%, esta imposición tan criticada por los asesores e inversores es objeto actualmente de un examen a nivel comunitario. Así pues, cabe esperar que las cotizaciones del 15,5 % deberían de dejar de ser aplicadas a los no residentes tras una decisión del TJUE que se espera próximamente. Todo ello tras una cuestión prejudicial presentada por el Consejo de Estado y a un procedimiento de infracción levantado contra Francia por la Comisión Europea.

Ejemplo de la tributación que se espera aplicar:

En el caso de una cesión de títulos de SCI en la que el único bien es un apartamento situado en París, en la que el socio que cede es una persona física residente en Qatar:

- Precio de cesión de las participaciones sociales : 2 000 000€
- Precio de adquisición de las participaciones : 1 000 000 €
- Plusvalía imponible : 2 000 000 – 1 000 000 = 1 000 000 €

Tributación antes de LFR 2014:

1 000 000 x (33,33% + 15,5% de cotizaciones sociales)
= 488 333 €, es decir una **ganancia neta de 511 667 €**

Tributación después de LFR 2014 y de la decisión del TJUE que se espera próximamente:

1 000 000 x 19% = 190 000 €, es decir una **ganancia neta de 810 000 €**

Un cierto número de decisiones fiscales deberán de ser tomadas por las empresas y los particulares en los próximos meses con el fin de poder beneficiarse de estas disposiciones a partir del 2014.

Se podrán presentar reclamaciones en ciertos casos, en función de estas medidas y de las decisiones de justicias que las han motivado, con el objetivo de recuperar los impuestos devengados en violación de estas reglas por parte de Francia.

Jessie Gaston

"La Cámara Franco-Española de Comercio e Industria - "La Chambre" - y los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" publicados con esta Revista, han procurado que todas las informaciones contenidas en los mismos se ajustan a las disposiciones legales existentes en la fecha de cierre de la edición, pero no pueden garantizar que tal sea el supuesto ni que las opiniones o interpretaciones que se vierten en los "Cuadernillos Jurídicos" sean necesariamente adecuadas o susceptibles de ser analizadas de manera distinta o interpretadas de otro modo por terceros o por quien compete dicho análisis y/o interpretación.

Los "Cuadernillos Jurídicos" se divulgan a efectos exclusivamente informativos. Así, ni "La Chambre" ni los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" asumen responsabilidad alguna por los contenidos de los mismos, ni las opiniones e interpretaciones que en ellos aparecen, ni asumen por tanto responsabilidad alguna por pérdidas y/o otros perjuicios, cualesquiera que sean, que pudieran ocasionarse a quienes hagan uso de estas informaciones y/o actúen o dejen de actuar al amparo o como consecuencia de alguna información contenida en esta publicación. "La Chambre" recuerda a sus lectores la necesidad de obtener un asesoramiento legal de calidad e independiente en cada caso, adaptado a sus necesidades."